

LES ENJEUX EN MATIÈRE DE RESSOURCES ET DE SERVICES DANS LES ÉCOLES DE LANGUE ANGLAISE DU QUÉBEC¹

Réseau de recherche sur les communautés québécoises d'expression anglaise (QUESCREN)

Par Nadine Ciamarra et Patricia Lamarre
avec Patrick Donovan et Lorraine O'Donnell

Révisé en septembre 2023

Les écoles de langue anglaise² du Québec sont confrontées à divers défis, qu'il s'agisse de la pauvreté urbaine et rurale ou du fait d'être situées dans des régions isolées et éloignées.

Ces enjeux ont un impact sur les services et les ressources disponibles pour les élèves et les écoles, déjà fragilisés par un effectif scolaire en constante diminution (Commission de l'éducation en langue anglaise [CELA], 2018).

Les écoles situées dans des régions éloignées avec des communautés isolées ont particulièrement besoin d'un soutien supplémentaire, car elles ont tendance à accueillir des élèves qui n'ont pas accès à de nombreux services et ressources en dehors de l'école (CELA, 2018). Beaucoup de ces écoles ont un effectif scolaire très réduit, ce qui a un impact sur le financement disponible. Les centres d'apprentissage communautaires (CAC), une initiative du secteur de l'éducation en anglais, se sont déjà avérés très bénéfiques dans les régions éloignées, en permettant à ces écoles, aux effectifs scolaires et à leurs communautés d'accéder à davantage de ressources et de programmes, tant sur le plan éducatif que social (Gonsalves, Kueber, Langevin, & Pocock, 2014; Langevin & Lamarre, 2016)³.

Cependant, ce ne sont pas seulement les régions éloignées qui présentent des **écoles à effectifs scolaires réduits**. Elles peuvent également être retrouvées dans les zones rurales, semi-rurales et même dans certaines zones urbaines. Les effectifs scolaires réduits en milieu urbain rendent les écoles vulnérables à la fermeture. Il s'agit d'un enjeu récent auquel la Commission scolaire English-Montréal (CSEM) a été confrontée lorsque trois écoles de l'est de Montréal ont fait l'objet de fusions et de transferts en raison du manque d'élèves et du besoin urgent de bâtiments scolaires dans le secteur francophone⁴. Cela s'est traduit par le regroupement de certains établissements de la CSEM, ainsi que par la remise de deux écoles à la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPI) (EMSB, 2019, 2020).

¹ Ce document s'appuie principalement sur le rapport de la Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA) de 2018.

² Les écoles de langue anglaise du Québec sont légalement reconnues comme des écoles de la minorité de langue officielle (MLO) en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, avec le mandat de protéger et de promouvoir la vitalité de la minorité de langue anglaise du Québec. Dans ce résumé et les autres de cette série, les termes « écoles de langue anglaise » et « écoles MLO » sont utilisés de manière interchangeable.

³ Pour davantage d'informations sur les CAC, voir le Résumé de recherche no 8 de cette série.

Confronté à la volonté de maintenir les établissements d'enseignement, même lorsque l'effectif scolaire passe sous la barre des 200 ou même des 100 élèves, le système scolaire anglophone a cherché des solutions organisationnelles innovantes. L'une d'elles consiste à offrir l'enseignement primaire et secondaire dans le même bâtiment plutôt que dans des installations distinctes, ce qui permet aux élèves de rester dans leur communauté pendant la durée de leur scolarité. Une deuxième solution, moins courante, consiste à partager un bâtiment scolaire avec la communauté francophone locale, ce qui est particulièrement intéressant lorsque la population d'âge scolaire des deux communautés est faible et que l'on peut ainsi éviter les longs trajets en autobus jusqu'à l'école MLO la plus près (Quebec English School Boards Association [QESBA], 2002).

Selon le rapport de la CELA (2018), des paramètres de financement rigides exigent qu'une école ait un nombre minimal d'élèves pour qu'elle puisse bénéficier d'un soutien financier, ce qui rend la tâche plus difficile pour les petites écoles. Certaines commissions scolaires de langue anglaise ont un petit nombre d'élèves dans des écoles dispersées dans de vastes zones géographiques, et les élèves doivent parcourir de grandes distances pour fréquenter une école MLO alors qu'une école de langue française est plus proche – dans certains cas, les élèves peuvent voyager jusqu'à deux heures chaque matin et chaque soir pour recevoir un enseignement en anglais (QESBA, 2002).

L'offre de services de soutien aux élèves dans le secteur de l'éducation en langue anglaise pose également des enjeux.⁵ L'une des raisons est que les professionnels en matière de soutien pour les élèves doivent passer un test de français écrit exigé par le gouvernement. Une certaine marge de manœuvre dans ce domaine permet aux commissions scolaires de recruter des professionnels de l'extérieur de la province afin de combler ce besoin. En outre, de nombreux professionnels doivent parcourir de grandes distances pour fournir des services, ce qui augmente les coûts et conduit à une offre d'aide minimale et sporadique. Le **manque de services de soutien** (orthophonistes, psychologues, etc.) se fait surtout sentir dans les écoles éloignées, trop petites pour attirer des professionnels (CELA, 2013, 2018).

Avec le modèle d'éducation inclusive privilégié dans les écoles de langue anglaise, **les élèves ayant des besoins particuliers** sont pour la plupart intégrés dans des classes ordinaires (90 % en 2020-2021) (CELA, 2021). Selon le rapport de la CELA (2018), l'intégration des élèves n'est pas suffisamment financée, et les services de soutien nécessaires entraînent des coûts supplémentaires.

En plus des communautés anglophones défavorisées dans les régions éloignées, comme la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, la pauvreté existe aussi dans les centres urbains, notamment au sein de la communauté anglophone⁶ de la région de Montréal (Pocock, 2018a, 2018b). Sur l'île de Montréal, 19 écoles primaires et 10 écoles secondaires accueillent actuellement des **élèves provenant de quartiers à faible statut socioéconomique**, ce qui représente 32 % des écoles primaires publiques de langue anglaise et 40 % des écoles secondaires publiques de langue anglaise de la région (MEQ, 2022)⁷. Un enjeu particulier dans les écoles urbaines de langue anglaise est le nombre croissant d'élèves issus de familles défavorisées, conséquence indirecte de l'exode des jeunes Québécois anglophones instruits au fil des ans. Le nombre d'écoles de langue anglaise pouvant bénéficier d'une aide financière supplémentaire a doublé ces dernières années, car un nombre croissant d'élèves répond aux critères d'aide (CELA, 2018; Lamarre, 2012).

⁴ Certaines écoles comme General Vanier avaient des taux d'inscription qui représentaient moins de la moitié (45 %) de la capacité de l'école (191/422 pour 2018-2019), et leurs projections pour les années à venir montraient un déclin continu (English Montreal School Board [EMSB], 2019).

⁵ Pour davantage d'informations sur ce sujet, voir le Résumé de recherche no 4 de cette série.

⁶ Jusqu'à tout récemment, le gouvernement provincial définissait le terme « anglophone » comme une personne dont l'anglais est la première langue apprise et encore comprise. Les statistiques présentées ici reflètent cette définition de la communauté anglophone, qui exclut les « allophones » qui maîtrisent mieux l'anglais que le français.

⁷ En 2021-2022, 14 des 34 écoles primaires et 8 des 16 écoles secondaires de la Commission scolaire English-Montréal, ainsi que 5 des 35 écoles primaires et 2 des 11 écoles secondaires de la Commission scolaire Lester B. Pearson, étaient considérées comme défavorisées. (MEQ, 2022).

Pour répondre aux besoins des élèves marginalisés ou défavorisés, des initiatives comme la stratégie d'intervention Agir autrement⁸ ont été mises en œuvre, ainsi que d'autres projets par les centres d'apprentissage communautaires (CAC) (Langevin & Lamarre, 2016; LEARN, 2016).

Au Québec, **les élèves autochtones** sont pour la plupart scolarisés dans des écoles anglophones et constituent une population très diverse et souvent oubliée au sein du secteur éducatif MLO. Un soutien est nécessaire pour rendre le programme scolaire plus souple et culturellement davantage approprié pour eux. L'Entente régionale en matière d'éducation signé en 2022 par le Conseil en éducation des Premières nations représente une étape positive dans cette direction. Quelques initiatives ont été mises en œuvre au niveau universitaire⁹, mais une coopération et une communication accrues sont également nécessaires entre les établissements d'enseignement et les services essentiels de la communauté afin d'assurer la santé et le bien-être de ces élèves (CELA, 2017, 2018). Certains partenariats et initiatives les plus innovants sont retrouvés dans les écoles des CAC, où l'accent est mis sur la communauté. Cela a contribué à l'émergence de ce défi et aux initiatives visant à promouvoir la reconnaissance des peuples autochtones et à la réconciliation.

L'état des **environnements physiques et structurels** constitue une autre préoccupation dans les établissements d'enseignement du Québec. Trente-neuf pour cent des écoles étaient en bon état en 2023; alors que 61 % ont été déclarés en mauvais état (Secrétariat du Conseil du Trésor [SCT], 2023). Le nombre de ces écoles issues du secteur anglophone n'est pas clair. Sur une note plus positive, en février 2020, le premier ministre du Québec et le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ont annoncé leur nouvelle vision et le projet architectural élaboré pour la « nouvelle génération d'écoles » qui sera utilisé pour construire de nouvelles écoles et rénover les écoles actuelles (MEES, 2020b). Il n'est pas encore possible de savoir quand les étapes de la réalisation de ce projet se seront mises en place ou combien d'écoles de langue anglaise feront partie de ce projet¹⁰.

Pour mieux gérer les défis auxquels sont confrontées les écoles anglaises, la CELA (2018) demande davantage de flexibilité de la part du ministère et propose que « l'équité, et non l'égalité » guide la manière dont les écoles des minorités officielles sont financées et soutenues. Les écoles de langue anglaise doivent faire face aux mêmes défis que toutes les écoles, mais avec les défis supplémentaires afin de bien préparer les élèves anglophones à la vie dans un Québec français, ainsi que de promouvoir la culture et la vitalité de la minorité de langue officielle. Elles doivent réaliser tout cela avec un effectif scolaire anglophone en déclin et de plus en plus issu d'une partie défavorisée de la population. Le déclin de l'effectif scolaire s'accompagne d'une diminution des fonds et des ressources nécessaires.

Écoles de langue anglaise de la région de Montréal dont les élèves proviennent de quartiers à faible statut socioéconomique, 2022

30 %

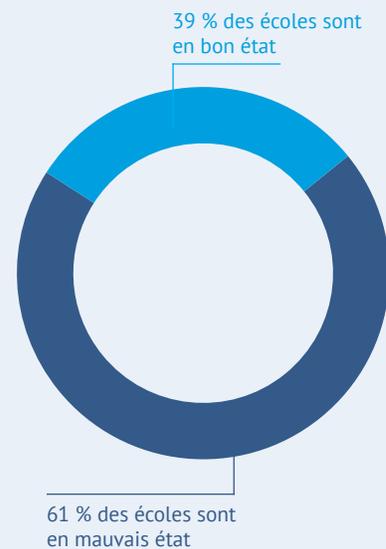
des écoles primaires publiques

40 %

des écoles secondaires publiques

Source : MEQ, 2022

État physique et structurel des écoles de langue française et de langue anglaise au Québec, 2023



Source : SCT, 2023

⁸ Il s'agit d'une initiative du gouvernement provincial qui existe également dans les écoles de langue française et qui se nomme « Agir autrement ». Pour d'autres informations, voir <http://www.education.gouv.qc.ca/enseignants/aide-et-soutien/milieux-defavorises/agir-autrement/>.

⁹ Parmi ces initiatives, citons l'espace pour l'apprentissage autochtone à l'école de médecine de l'Université McGill et la Maison des savoirs à l'Université Laval.

¹⁰ Une école primaire de langue anglaise (Commission scolaire Eastern Townships) a ouvert ses portes à Drummondville en 2022. L'ouverture de deux autres nouvelles écoles primaires anglophones est prévue pour 2024 : à Saint-Lin-Laurentides (Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier) et l'école primaire New Liverpool à Lévis (Commission scolaire Central Québec).

Références

- Advisory Board on English Education (ABEE). (2021). *Prioritizing student diversity in Québec's education system*. Présenté au ministre de l'Éducation.
- Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA). (2013). *One size does not fit all: Distinct solutions for distinct needs*. Présenté au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA). (2017). *Indigenous education: Walking on both sides of the river*. Présenté au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA). (2018). *Plus ça change, plus c'est pareil: Revisiting the 1992 Task Force Report on English Education in Québec*. Présenté au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPJ). (2018). *Le respect des droits des élèves HDAA et de l'organisation des services éducatifs dans le réseau scolaire québécois : Une étude systémique*. Gouvernement du Québec.
- English Montreal School Board (EMSB). (2019). *EMSB Long Range Planning Committee: Major school change consultation 2019-2020*. English Montreal School Board.
- English Montreal School Board (EMSB). (2020). *EMSB consolidates its network of schools in the east-end*. English Montreal School Board.
- Gonsalves, A., Kueber, R., Langevin, P., & Pocock, J. (2014). *Partnering for the well-being of minority English-language youth, schools & communities*. The Leading English Education and Resource Network, the Community Learning Centre Initiative, and the Community Health and Social Services Network.
- Lamarre, P. (2012). English education in Quebec: Issues and challenges. In R. Bourhis (Ed.). *Decline and prospects of the English-speaking communities of Quebec* (pp. 175-214). Ottawa : Canadian Heritage.
- Langevin, P. & Lamarre, P. (2016). Community Learning Centers in Quebec: Changing Lives, Changing Communities. Dans H. A. Lawson & D. van Veen (Eds.). *Developing community schools, community learning centers, extended-service schools and multi-service schools: International exemplars of practice, policy, and research* (pp. 205-227). Cham, Germany: Springer.
- Leading English Education and Resource Network (LEARN). (2016). *Sustaining impact in CLC schools and communities*.
- Ministère de l'Éducation (MEQ). (2022). *Indices de défavorisation des écoles publiques (2021-2022)*. Gouvernement du Québec.
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES). (2020). *Nouvelle génération d'écoles*. Gouvernement du Québec.
- Pocock, J. (2018a). *Demographic profile of the English-speaking communities administrative region of Montreal & the rest of Quebec*. Community Health and Social Services Network.
- Pocock, J. (2018b). *Key demographic and socio-economic characteristics of English-speaking youth (15-29)*. Community Health and Social Services Network.
- Quebec English School Boards Association (QESBA). (2002). *Brief on the fluctuating demographics in the education sector. Brief presented to the Education Commission of the National Assembly of Quebec*.
- Secrétariat du Conseil du Trésor. (2023). *Plan Québécois des infrastructures 2023-2033*. Gouvernement du Québec.



Ce document a été produit par le Réseau de recherche sur les communautés anglophones du Québec (QUESCREN), un réseau collaboratif constitué de chercheurs, d'intervenants et d'établissements d'enseignement et d'autres organismes qui œuvrent à une meilleure compréhension des communautés québécoises d'expression anglaise et à renforcer leur vitalité. QUESCREN est affilié à l'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia à Montréal.

Résumés de recherche en éducation

Les résumés de recherche en éducation sont réalisés à la demande et en collaboration avec la Table d'éducation interordres (ILET) de QUESCREN. Cette série de résumés de recherche se concentre sur les questions et les enjeux prioritaires du secteur de l'éducation en langue anglaise au Québec, tels qu'identifiés par l'ILET.

Credits for this Brief

Auteures : Nadine Ciamarra, M.A., diplômée de 2^e cycle, et Patricia Lamarre, Ph. D., avec Patrick Donovan, Ph. D., et Lorraine O'Donnell, Ph. D.

Pour consulter l'une de ces références en ligne, voici la liste complète des liens vers ces documents (en anglais) :

<https://tinyurl.com/quescrenbriefs>

Gestion et production : Lorraine O'Donnell et Patrick Donovan.

Modèle de conception et mise en page : Fabian Will

Le Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise a financé ce résumé de recherche.

Secrétariat aux relations
avec les Québécois
d'expression anglaise


Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles de QUESCREN ou du Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise.

Le Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise, le gouvernement du Canada, l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques et l'Université Concordia apportent un soutien financier au QUESCREN.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2023.

Canada 



 UNIVERSITÉ
Concordia
UNIVERSITY